Document généré le 19 avr. 2024 22:13

Études internationales

OSTRY, Sylvia. *The Post Cold War Trading System, Who's on First ?* Ottawa, Renouf Publishing, 1997, 309 p.

Erick Duchesne

Volume 30, numéro 2, 1999

Les puissances majeures et les institutions internationales de sécurité, 1990-1997

URI : https://id.erudit.org/iderudit/704039ar
DOI : https://doi.org/10.7202/704039ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Duchesne, E. (1999). Compte rendu de [OSTRY, Sylvia. *The Post Cold War Trading System, Who's on First ?* Ottawa, Renouf Publishing, 1997, 309 p.] *Études internationales*, *30*(2), 431–433. https://doi.org/10.7202/704039ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

béraliser davantage les marchés, on doit passer par une plus grande transparence des politiques économiques nationales et adopter les politiques de concurrence comme cadre de référence commun. Ce n'est pas chose aisée car il n'y a de consensus ni sur tous les buts des politiques de concurrence, ni sur leur application, ni même sur l'interprétation économique d'un comportement particulier. Au moins le libre-échange est une notion largement partagée. Un tel consensus n'existe pas en matière de concurrence car les interprétations d'un comportement particulier dépendent souvent des circonstances. Autant dire que diminuer les barrières tarifaires était chose facile par rapport à étendre la concurrence. En fait, il y a tellement de forces tiraillant de toutes parts que les éditeurs du volume identifient seulement 6 objets sur 22 recensés sur lesquels un accord multilatéral serait aujourd'hui à la fois utile et possible (les cartels, les restrictions horizontales, les fusions, la fixation des prix, les restrictions quantitatives et le traitement national des investissements et des services). Ce manque de consensus a une autre conséquence : l'Organisation mondiale du commerce ne peut pas encore jouer de rôle prépondérant dans ce domaine si ce n'est par ses mécanismes de résolution de conflits. Ce n'est donc qu'à travers une harmonisation des politiques de concurrence et une coopération accrue entre pays (pouvant conduire à un effet de domino) que des progrès significatifs peuvent être réalisés. Autant dire qu'en matière de concurrence, le chemin menant à cette libéralisation est encore long.

Je recommande vivement ce livre. Bien sûr, certains chapitres sont plus utiles que d'autres et la première partie du livre est essentiellement descriptive et souvent répétitive. Mais s'il y a un domaine où les économistes, les juristes et les praticiens des politiques économiques doivent s'entendre, c'est celui de la concurrence. De ce point de vue, ce livre joue admirablement son rôle : il informe et donne des pistes. Ce livre sera donc utile pour la recherche et l'enseignement de l'économie comme du droit international et de la concurrence. Il sera également utile à tous ceux qui s'occupent de politiques économiques et plus généralement à tous ceux qui s'inquiètent que le capitalisme nivelle toutes différences entre nations (« la pensée unique »). Que ceux-ci se rassurent : les sensibilités économiques entre nations sont non seulement très différentes, mais elles ne sont pas prêtes d'être éliminées.

Nicolas SCHMITT

Département d'économique
Simon Fraser University
Burnaby, Canada

The Post Cold War Trading System, Who's on First?

OSTRY, Sylvia. Ottawa, Renouf Publishing, 1997, 309 p.

À l'aube d'un nouvel environnement international provoqué par la fin du chassé-croisé soviéto-américain, les règles du commerce international connaissent un processus de maturation. De nouvelles alliances politiques reconstruisent et reconfigurent les relations économiques internationales. À cela s'ajoutent les progrès fulgurants dans le domaine des technologies de communication. Qui mieux que Sylvia Ostry, active participante dans les négociations économiques

internationales façonnant le nouvel ordre économique international, peut tirer des leçons du passé pour nous informer sur le futur destin du commerce mondial ? C'est là que résidait l'ambition de la directrice du centre d'études internationales de l'université de Toronto lorsqu'elle se lança dans l'écriture de cet ouvrage.

Ostry prend comme point de départ de son étude la reconstruction européenne d'après-guerre. Elle indique que non seulement le Plan Marshall, mais aussi le Projet d'assistance technologique, ont contribué à la modernisation de l'Europe de l'Ouest. C'est donc la diffusion du savoir-faire américain associé à son aide monétaire qui fut, selon elle, l'élément catalytique permettant l'éclosion du programme de libéralisation du commerce mondial sous l'égide de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Elle poursuit avec une thèse originale stipulant que c'est cette aide technologique américaine qui a permis de lancer le processus de convergence européenne vers le niveau de productivité industrielle des États-Unis. Le Japon a aussi bénéficié des largesses américaines, de telle sorte que dès le début des années 1970 ce pays se joint aux nations européennes pour rétrécir l'écart technologique qui les séparaient des États-Unis.

Toutefois, selon Ostry, ce n'est pas tant l'effort de libéralisation économique américain que l'entêtement de l'Oncle Sam à voir deux modes distincts de développement, l'un capitaliste, l'autre communiste, qui a permis le « rattrapage » des prétendants au trône de l'hégémonie économique. Elle souligne que Washington, aveuglée par l'éblouissante lumière rouge provenant du Kremlin, n'a pu discerner les différentes teintes prises par le capitalisme. À la source de ces divers niveaux de capitalisme, différents systèmes historiques, culturels et institutionnels ont créé des divergences structurelles affectant l'ouverture au commerce mondial des nombreux partenaires économiques des États-Unis.

Ce n'est qu'au début des années 1980, à la suite de la bataille épique avec le Japon au sujet de composantes informatiques, que les Américains ont adopté une attitude beaucoup plus agressive face au commerce bilatéral. Cette nouvelle attitude se reflète au niveau de la négociation de l'Uruguay, où la délégation américaine ajoute aux questions traditionnelles du commerce des biens, de nouveaux points de l'ordre du jour tels que la propriété intellectuelle, les échanges dans le domaine des services et les investissements. C'est là un virage vers l'élimination des barrières non tarifaires au libre commerce ; un virage qui pointe vers les déficiences de certaines politiques et institutions étatiques qui enfreignent les règles du libre commerce mondial. Dès lors, les Américains reconnaissent les différentes formes du capitalisme moderne.

Cela ne va pas sans créer des frictions supplémentaires. Ostry estime qu'avec la mondialisation des marchés, les conflits ponctuels entre divers modèles de développement économique ne feront que s'accentuer. En effet, alors que les marchés internes se retrouvent d'une façon croissante à la merci des accords économiques mondiaux, les divergences entre divers modèles de développe-

ment capitalistes deviennent de plus en plus apparentes. Ostry fait référence à ces visions dissociées en termes de « friction systémique ». Pour étayer sa thèse elle pointe vers les institutions politiques et institutionnelles des pays de l'Asie de l'Est qui tentent en ce moment de joindre le « club de convergence » dominé par les puissances économiques occidentales (incluant aussi le Japon). Le problème principal provient du fait que les aspirants à ce club sélect maintiennent des règles du jeu qui font contraste avec les règles établies par les têtes premières de l'Organisation mondiale du commerce.

Bien qu'il ne faille pas s'attendre à un choc des civilisations tel que la confrontation idéologique entre capitalisme et stalinisme, il n'en demeure pas moins qu'avec l'accession de la Chine au rang des grandes puissances économiques, l'on puisse s'attendre à l'accroissement de ces frictions systémiques qui diluent déjà les progrès réalisés depuis la conclusion de la Deuxième Guerre mondiale. Il reste maintenant à savoir qui sortira sans trop d'égratignures de ces remous créés par la mondialisation des marchés et les frictions systémiques qu'elle entraîne dans son sillon. Ostry partage son propre scénario avec les lecteurs, mais je préfère laisser à ceux-ci le plaisir de découvrir et de discuter les hypothèses émises par notre héros de la politique commerciale canadienne.

Cet ouvrage est écrit avec une limpidité que seule une artiste chevronnée des grandes rencontres économiques internationales peut atteindre. Je dois toutefois admettre que je fus déçu de constater que la majorité des chapitres de ce livre relate la progression des négociations commerciales internationales depuis la Deuxième Guerre mondiale, alors que le titre suggère une discussion des défis en cette ère nouvelle. La thèse de l'auteur me semble trop pessimiste et manque de perspective. Le modèle de commerce international mis en place par les Américains repose sur des bases très solides et les défis apportés par l'accession de pays préconisant un modèle de développement économique légèrement différent du modèle traditionnel n'approchent en aucun cas les défis que constituait le modèle allemand à la stabilité de « Pax Britannica ».

Érick DUCHESNE

Département de science politique
State University of New York at Buffalo

DROIT INTERNATIONAL

Les frontières maritimes internationales. Essai de classification pour un tour du monde géopolitique.

LABRECQUE, Georges. Paris-Montréal, L'Harmattan, Coll. Raoul-Dandurand, 1998, 443 p.

Cet ouvrage ambitieux et très complet porte sur un sujet brûlant pour les diplomates, les géopolitiques et les analystes. L'ouvrage vise à combler un vide académique en introduisant quelques objectifs spécifiques qui guident tout son contenu : la nécessité d'une nouvelle carte du monde géopolitique qui prend en compte les frontières maritimes ; montrer, lorsque l'échelle le permet, l'étendue des zones maritimes sous juridicition nationale ; illustrer le partage des espaces maritimes en accord avec les